
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59610

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Cette étude, basée essentiellement sur les archives des ministères français, anglais et américains des Affaires étrangères, montre l'interaction entre la question sarroise et les autres questions allemandes en suspens (Ruhr, Rhénanie, réparations). Elle fournit d'utiles éclaircissements sur les positions des Trois, notamment des Anglo-Américains, positions jusque là encore mal connues.

Claude LORENTZ, Strasbourg

Franz WALTER, Tobias DÜRR, Klaus SCHMIDTKE, *Die SPD in Sachsen und Thüringen zwischen Hochburg und Diaspora. Untersuchungen auf lokaler Ebene vom Kaiserreich bis zur Gegenwart*, Bonn (J. H. W. Dietz Nachf.) 1993, 492 p.

L'idée est intéressante, que Franz Walter délimite dès l'introduction: étudier le déclin du parti social-démocrate allemand dans ces régions emblématiques de l'influence socialiste qu'ont été pour l'histoire du SPD la Saxe et la Thuringe. Le contraste est frappant entre les déconvenues qu'a subies ce parti à Chemnitz, Gera ou Dresden en 1990 et les espoirs que suscitaient chez lui, quelques semaines auparavant, le retour à sa zone d'influence électorale de ces deux berceaux du mouvement ouvrier. Le recul social-démocrate dans son ensemble se reflète dans un chiffre qui frappe l'imagination, la distance qui sépare les 80 % de suffrages réunis par August Bebel en 1867 des 4,6 % recueillis par ses héritiers au lendemain de la Réunification.

L'un des intérêts de ce livre réside dans l'importante documentation (papiers d'archives centrales et régionales¹, presse) sur laquelle s'appuient les auteurs. On retiendra aussi l'attention qu'ils portent à la présence socialiste non seulement au plan parlementaire, municipal, etc., mais aussi dans le domaine de la vie associative, à la fois facteur d'influence et, plus tard, source de pesanteurs idéologiques – dont les contestataires de la ligne Ollenhauer, Erler, Wehner etc. auront l'occasion d'éprouver l'importance à l'Ouest dans les années 1950. L'étude de l'action des leaders se double, autant que possible, d'une approche de l'opinion de la base.

L'ouvrage accorde une large place à la période qui précède 1933; il rappelle aussi les éphémères aspirations unitaires à gauche d'un Hermann Brill ou d'un Rudolf Friedrichs, contrecarrées par l'Occupant soviétique avant que les socialistes eux-mêmes s'en détournent bientôt. Il montre enfin la rupture que constituent les années RDA: le parti social-démocrate qui renaît en 1989 ne se situe plus, à proprement parler, dans la tradition politique, culturelle, voire ouvrière, du SPD du début du siècle. Jusqu'à un certain point, la phase SED fait même du PDS un parti qui, aux yeux de certains, à l'Est, semble s'inscrire davantage dans la filiation socialiste.

L'économie générale de l'ouvrage souffre quelque peu de la juxtaposition d'études à caractère essentiellement local² – point auquel une autre forme de découpage, chronologique³, ou au moins une conclusion synthétique (englobant notamment certains éléments de la première partie) auraient probablement permis de porter remède. Ce qu'il perd en homogénéité, le livre le gagne par contre en précision et en vivacité. Mais pourquoi prendre pour référence, lorsqu'il s'agit de mettre en lumière le recul de l'emprise socialiste sur l'électorat, dès Weimar, les chiffres de l'année 1933, dont chacun sait combien ils sont dénués de signification véritable? Peut-on écrire, sans sembler méconnaître le contexte historique, que, dans les années 1933 à 1945, les socialistes ont »renoncé« à une résistance active dans les régions

1 Cf. Sources p. 479 sq.

2 Parties B, C, D.

3 Une telle structure, regroupant les études régionales par entités périodiques, aurait cependant impliqué une fusion des résultats des recherches de chacun et le renoncement à une présentation nominale des conclusions de chaque auteur.

concernées pour se retirer dans le cocon de la solidarité partisane⁴ – alors que l'exemple de Freital notamment montre que la chose était beaucoup plus complexe? N'y a-t-il pas simplification lorsque l'on considère que l'imprégnation idéologique de l'entre-deux-guerres a facilité la fusion, après 1945, de deux partis qui vénéraient les mêmes symboles – et, partant, l'intégration des socialistes dans la RDA? On déplore ainsi ponctuellement quelques dérapages, dus (semble-t-il) à la primauté occasionnelle de la formule sur le contenu du message.

Il n'en reste pas moins que, d'une manière générale, l'étude est sérieuse et documentée, et qu'elle traduit un authentique travail d'investigation, d'un apport réel, dont on lira les résultats avec intérêt et avec profit.

Jean-Paul CAHN, Mulhouse

Gerd DIETRICH, *Politik und Kultur in der Sowjetischen Besatzungszone Deutschlands (SBZ) 1945–1949. Mit einem Dokumentenanhang*, Frankfurt/M., Bern, New York (Peter Lang) 1993, 474 p.

La politique culturelle de la zone d'occupation soviétique décrite dans cet ouvrage s'inscrit entre les deux pôles d'une politique ouverte et libérale, antifasciste, fondée sur les conceptions de l'éducation populaire des pédagogues réformateurs des années 20, et d'une instrumentalisation totale de la culture qui en fait un vecteur essentiel de la propagande. Peu à peu, les intellectuels, écrivains et artistes (nous emploierons désormais le terme «intellectuels» pour désigner ces trois groupes) qui avaient pris des responsabilités après la guerre dans la politique culturelle sont remplacés par des «fonctionnaires culturels», cadres du parti SED; en 1949 finalement, l'action culturelle est entre les mains du Secrétariat du Politbüro.

Gerd Dietrich analyse ce processus en trois périodes de deux ans chacune, qu'il caractérise respectivement par l'ambivalence renouveau/rééducation (1945–46), la coexistence de moments contraires (crises et initiatives) au moment de la guerre froide (1947–48), et la mise sous tutelle politique et idéologique des intellectuels (1948–49). La première période est marquée par les débats autour des principes pluralistes et fédéralistes du Kulturbund zur demokratischen Erneuerung Deutschlands, dont la figure dominante est le poète Johannes R. Becher. Si dans un premier temps les différentes conceptions de la culture, fondées sur les projets politiques différents coexistant dans le Bloc démocratique trouvèrent un écho dans le Kulturbund, celui-ci devint peu à peu le «cheval de Troie» de la politique stalinienne parmi les intellectuels. A leur insu en effet, les rouages essentiels des structures de la politique culturelle sont occupés par le SED, et les intellectuels sont amenés à se soumettre aux principes, idéologiques et formels, énoncés par Jdanov et le Kominform. Apparaissent alors des anathèmes lancés contre tout ce qui s'écarte du réalisme socialiste, et contre les résistances aux réformes, par exemple dans le domaine scolaire et universitaire. L'auteur fait apparaître la contradiction entre une politique de promotion de la culture (matérialisée entre autres par les privilèges accordés aux artistes et aux écrivains, ainsi qu'aux chercheurs) et le mépris de la culture dont témoigne la mise sous tutelle des personnes ainsi privilégiées. La clé de voûte du système est une ordonnance sur la culture de mars 1949 qui prescrit la rééducation des intellectuels de l'ancien temps (*alte Gruppen der bürgerlichen Intelligenz*) et leur collaboration avec les nouvelles couches, issues des milieux jadis défavorisés, et qui annonce des mesures de promotion de l'action culturelle et de ses acteurs.

4 «In den zwölf Jahren, die dann [1933] folgten, verzichteten sie in allen vier Orten, die wir untersucht haben und von denen zwei lange Zeit *die* Hochburgen der thüringischen und sächsischen SPD schlechthin gewesen waren, auf aktiven Widerstand. Die Sozialdemokraten zogen sich in solidarische Nischen zurück, um physisch möglichst unversehrt die Diktatur zu überstehen. Sie pflegten Kontakt untereinander, halfen sich gegenseitig, tradierten Gesinnung», p. 26.